

LE GOUVERNEMENT CHAREST A UN AGENDA CACHÉ ET VEUT NUIRE À L'AGRICULTURE QUÉBÉCOISE

QUÉBEC, le 25 mars /CNW Telbec/ - La députée d'Iberville et porte-parole de l'opposition officielle en matière d'agriculture, de pêcheries et d'alimentation, Marie Bouillé, dénonce l'intention annoncée du ministre de l'Agriculture, Robert Dutil, d'accabler davantage les producteurs agricoles en cherchant à leur rentrer dans la gorge l'entente sur la Financière agricole qui, après analyse, entraînerait la fin pour des centaines d'agriculteurs. «L'agriculture québécoise est en crise depuis quelques années et tout ce que fait le gouvernement libéral de Jean Charest, c'est l'accabler davantage. Quel est son véritable agenda? Pourquoi mettre la charrue avant les boeufs? La conséquence, elle est concrète : le gouvernement s'apprête à mettre sur la paille des agriculteurs qui ne demandent qu'à nourrir les Québécois», a déclaré Marie Bouillé.

La députée d'Iberville souligne que les resserrements que veut imposer le gouvernement à la Financière agricole sont plus importants que ce qui a été annoncé par Claude Bécharde. «Après analyse détaillée, il appert que la réforme imposée par le ministre Bécharde, souhaitable à certains égards, est plus dommageable que le ministre ne l'avait laissé entrevoir. Dans les circonstances, l'acharnement du successeur de M. Bécharde, le ministre Robert Dutil, est totalement inacceptable», a poursuivi Mme Bouillé.

Par ailleurs, l'opposition officielle s'interroge sur l'attitude de plusieurs députés libéraux représentant des régions agricoles qui ont rejeté l'idée d'entendre quelques intervenants pour mesurer l'ampleur des conséquences de l'entente que le gouvernement cherche à tout prix à avaliser. «Il est totalement incompréhensible que les députés Stéphane Billette (Huntingdon), Johanne Gonthier (Mégantic-Compton), Norbert Morin (Montmagny-L'Islet), Charlotte L'Écuyer (Pontiac), Daniel Bernard (Rouyn-Noranda/Témiscamingue), Georges Mamelonet (Gaspé) et Germain Chevarie (Iles-de-la-Madeleine) aient abusé de leur majorité pour empêcher qu'une commission parlementaire ne se tienne, comme le réclamaient des agriculteurs. Ils devront expliquer à leurs agriculteurs pourquoi ils veulent leur nuire», a conclu Marie Bouillé.